

## **MECANISMES DE MONITORING NATIONAUX – OMBUDSMAN POUR ENFANTS**

### **BERNARD DE VOS (BELGIQUE)**

Je suis le Délégué général aux droits de l'enfant (Ombudsman for children – Belgium French Community). Mes missions sont des missions classiques pour des ombudsmans pour enfants notamment la promotion de la Convention des droits de l'enfant ; les recommandations et interpellations aux responsables politiques et administratifs pour faire progresser la cause des droits de l'enfant.

Il y a également deux missions dont je vais parler plus particulièrement aujourd'hui. Il y a tout d'abord la récolte des plaintes et des questions relatives à l'application de la Convention aux droits de l'enfant dans tous les domaines. Cela signifie bien évidemment que je ne suis pas un spécialiste de la question dont on débat aujourd'hui. Je m'intéresse autant aux questions d'école, de handicap, aux questions de mobilité, d'accès à la culture, aux loisirs, aux jeux qu'aux questions relatives aux mineurs auteurs de faits qualifiés infraction dont on parle plutôt aujourd'hui. C'est donc une mission de récolte de plaintes et de questions relatives aux atteintes aux droits de l'enfant de manière générale.

La seconde mission est une mission de vérification de l'application des lois et des règlements. Cela permet notamment une grande liberté d'accès dans tous les lieux dans lesquels sont hébergés des enfants et des jeunes. Ces lieux comprennent aussi bien les institutions classiques de placement pour des enfants qui sont en rupture de famille que des lieux fermés pour des mineurs auteurs de faits qualifiés infraction ou des lieux de rétention de migrants, de familles migrantes ou de jeunes isolés migrants.

Les responsabilités sont donc très variées, tout comme les thématiques, mais j'exerce effectivement une responsabilité sur la question des mineurs privés de liberté.

Je vais donc m'attarder plus précisément sur ces deux missions : la question de la récolte des plaintes et la question de la vérification. En ce qui concerne les plaintes émanant de mineurs privés de liberté, je dois vous dire que nous en recevons pas mal : plusieurs dizaines je pense, environ 60 sur l'année. Ce n'est pas énorme mais ce n'est pas rien pour une petite institution d'un petit pays. Les plaintes sont parfois extrêmement prosaïques. Elles peuvent concerner le yaourt qui n'était pas frais, le pain qui n'était pas en suffisance, l'eau de la douche qui était ou trop chaude ou trop froide, etc. Ce sont parfois des plaintes très basiques. Ce ne sont pas des éléments de type « on m'a attaché », « on m'a frappé ». Ce sont plutôt des éléments relativement mesquins. Les jeunes privés de liberté sont informés qu'ils peuvent prendre contact avec le délégué général quand ils le souhaitent. Ils peuvent donc téléphoner librement, il n'y a pas de procédures particulières. Il leur suffit de dire qu'ils veulent téléphoner au délégué général pour pouvoir passer le coup de fil. La difficulté que je rencontre (j'ai choisi de parler des difficultés que je rencontre dans ma mission plutôt qu'évoquer ce qui va bien) est donc la suivante : c'est difficile quand je reçois une plainte d'essayer d'investiguer la réalité des faits que les jeunes dénoncent. Parfois ce sont des petits faits. Il suffit alors d'écrire un courrier à la direction pour dire que tel jeune nous rapporte que tel jour il a reçu un yaourt qui n'était pas de bonne qualité, ou qu'il n'a pas reçu assez de pain pour manger, ou que la douche était froide ou chaude. Évidemment, vous imaginez que la réponse est souvent assez classique.

Le directeur me répond en me disant que ce garçon-là n'est pas tout à fait bien au point, que ses yaourts étaient frais, que l'eau est parfaitement tempérée, qu'il n'y a aucune difficulté au niveau des portions de pain, que tout va très bien, etc. Et donc le seul retour qu'on peut faire aux mineurs c'est de leur dire « *nous avons interpellés la direction qui estime que tu es un peu à côté de la plaque et que tout va bien pour toi* ». Cela constitue vraiment une difficulté parce que évidemment si le jeune estime qu'il n'a pas été bien défendu par mon institution, il risque de perdre confiance et, quand il sera en présence d'un fait plus lourd, plus important, il risque de se dire « *est-ce que je vais encore m'adresser à ce comique qui n'est pas capable de faire en sorte que mon yaourt soit plus frais ou que l'eau soit à bonne température dans les douches* ». Et donc c'est vraiment une difficulté.

L'autre difficulté, c'est que j'ai bien conscience que ces petits faits, qui ont une importance très grande pour les jeunes, devraient en priorité être traités à l'intérieur de l'institution, qu'il faudrait un mécanisme de plaintes interne qui permettent aux jeunes de parler des yaourts ou de la température de l'eau de la douche. Mais visiblement, dans beaucoup d'institutions, cela manque. Mais j'ai toujours évidemment beaucoup de réticences à rentrer, à m'immiscer dans une problématique qui peut être une problématique pédagogique et éducative. Je pense que ces jeunes restent longtemps dans ces institutions et qu'il ne faut pas non plus compliquer leur existence en intervenant trop régulièrement sur des faits qui ne paraissent pas énormes. Nous essayons donc toujours de discuter avec les jeunes en leur demandant s'ils ont d'abord fait appel à tous les moyens qu'ils ont à disposition au sein même de l'institution pour essayer de défendre leur point de vue. Et si ce n'est pas le cas, on les invite à d'abord faire une démarche envers la direction. Ceci dit, ces petits faits récurrents sont parfois utilisés pour mettre en évidence des dysfonctionnements structurels. Par exemple, dans beaucoup d'institutions, le problème de l'eau dans les douches est régulier, de même qu'il n'y a souvent pas de rideau aux douches ce qui pose problème en termes d'intimité. Ce sont des situations qui, à long terme, mènent à des vexations, des frustrations de la part des jeunes qu'il faut par la suite gérer de manière un peu particulière. On a pu, de cette façon, mettre en évidence dans un rapport qu'on a remis aux autorités il y a trois ans un système de sanction complètement démesuré dans une institution publique de protection de la jeunesse fermée où le moindre petit fait était sanctionné. Cela a amené un climat détestable dans l'institution où il y avait des bagarres permanentes. C'était un jeu d'escalade : les jeunes faisaient un petit quelque chose qui entraînait une sanction et ainsi de suite. Nous avons pu dénoncer cette situation, notamment en recevant régulièrement les plaintes des jeunes qui disaient « *nous ça commence à bien faire, on n'arrête pas d'être brimés, on reçoit des sanctions pour tout et pour rien* ». Et finalement, cela permet à mon institution d'être un interlocuteur respecté par les autorités quand il s'agit de réfléchir aux nouveaux projets pédagogiques à mettre en place, à ce qu'on pourrait faire pour améliorer la situation des enfants dans ces institutions.

J'en viens à la deuxième mission qui nous intéresse aujourd'hui : la mission de vérification des législations et des réglementations. Je vous disais précédemment que j'ai accès libre. Cependant, la réalité est plus compliquée parce que je n'ai pas les moyens d'aller régulièrement dans toutes les institutions. Je réclame donc de manière très forte (et il y a un projet qui va aller dans ce sens-là au sein du cabinet du ministre Madrane) une commission indépendante de contrôle des institutions dans lesquelles les enfants sont privés de liberté. En effet, la seule chose que je peux faire c'est de me déplacer soit quand on a une série de plaintes qui arrivent, soit de le faire sans prévenir et on risque de tomber sur un problème, mais les institutions peuvent rapidement cacher quelque chose qu'elles ne veulent pas laisser transparaître.

Le plus souvent, on annonce notre visite et c'est l'occasion de rencontrer les jeunes longuement puisqu'on y passe une journée complète. Comme ils sont prévenus de notre visite, les jeunes qui souhaitent nous rencontrer nous rencontrent comme ils le souhaitent. Si un seul jeune souhaite me rencontrer, je m'organise pour demander justement que les autres puissent me rencontrer également pour éviter que l'institution ne puisse cibler le jeune qui a demandé à me rencontrer. C'est évidemment assez important pour nous pour ne pas se retrouver dans une situation où un jeune qui voudrait nous faire une confidence serait directement pointé du doigt par l'institution qui dirait *« hé quoi tu ne peux pas régler tes problèmes avec nous, il faut que tu ailles appeler le délégué général, la prochainement fois fais autrement, etc. »*. On essaye donc de passer du temps, chaque fois qu'on en a l'occasion, avec tous les jeunes pour entendre leur ressenti à l'égard de l'institution et après essayer d'avoir un dialogue avec la direction et l'équipe éducative pour tenter d'améliorer les choses si c'est possible.

Je dirais pour terminer qu'il y actuellement en débat au sein de la Fédération Wallonie – Bruxelles une proposition de créer un organe de contrôle externe indépendant. Il pourra avoir un mécanisme de plaintes pour tous les jeunes qui sont placés en Institutions publiques de protection de la jeunesse fermées. Pour les jeunes qui sont privés de liberté, il y aura, en plus de ce mécanisme de plainte, une inspection régulière qui sera organisée. J'en profite pour dire que nos amis Flamands me semblent avoir une très bonne idée qui est actuellement en débat au parlement. C'est l'idée de la création d'une commission de surveillance relativement classique composée de citoyens engagés, sensibilisés, formés, qui seront logés auprès de mon homologue flamand, le *kinderrechtencommissaris*, Bruno Vanobbergen, et qui serait pilotée par une personne qui travaillerait à mi-temps pour organiser le secrétariat et l'organisation générale de cette commission. L'idée est que chaque personne aille rencontrer régulièrement des jeunes, et surtout aille passer du temps dans les institutions. En guise de bonne pratique que Bruno Vanobbergen a déjà réalisé et va encore refaire cette année-ci, nous pouvons citer l'idée de passer du temps dans les institutions. C'est évident que passer quelques heures ou même une journée complète n'est pas suffisant pour se faire une idée. Bruno a donc eu le courage de prendre son sac de couchage et il a passé trois jours dans une institution publique, jour et nuit. Il a ainsi pu presque se faire oublier dans l'institution et il a pu remarquer des fonctionnements tout à fait heureux mais aussi certains dysfonctionnements qu'il a pu ensuite débattre avec l'équipe éducative et la direction. Nous avons donc l'intention de copier l'idée de nos amis flamands prochainement et d'aller nous aussi avec nos sacs de couchage passer quelques temps dans les institutions fermées pour nous permettre de nous faire une véritable idée de ce qui s'y passe. En conclusion, une commission de surveillance, un organe externe indépendant s'impose vraiment parce qu'il ne faut pas compter sur les médiateurs institutionnels pour faire ce type de travail.